

Suivi des crédits aux entreprises en Guyane au 30 septembre 2013

L'encours total de crédits aux entreprises en Guyane¹ est en hausse sur le trimestre (+3,1 %) et sur un an (+3,8 %), et s'établit à 1 570,6 M€. Avec 1 400,6 M€, l'encours de crédits mobilisés progresse également sur le trimestre (+2,7 %), et sur un an (+6,3 %). Les encours de crédits mobilisables, correspondant à la part non consommée mais disponible de lignes de crédits confirmés, augmentent de 6,7 % sur le trimestre, mais diminuent de 12,6 % sur un an.

Le secteur des activités immobilières est le premier contributeur à la hausse de l'encours global (+27,3 M€) avec une part toujours prépondérante (70,4 % des crédits), majoritairement concentrée sur les bailleurs sociaux (73 %). Hors bailleurs sociaux, l'encours des crédits relatifs aux activités immobilières s'élève à 303,1 M€, (soit 19 % du total), en hausse de 4,7% sur le trimestre mais en baisse de 5,3 % sur l'année. Avec des hausses trimestrielles respectivement de 25,9 % (16 M€) et de 13,3 % (14,6 M€), l'industrie et la construction sont les secteurs contribuant le plus à la hausse de l'encours global, après l'immobilier.

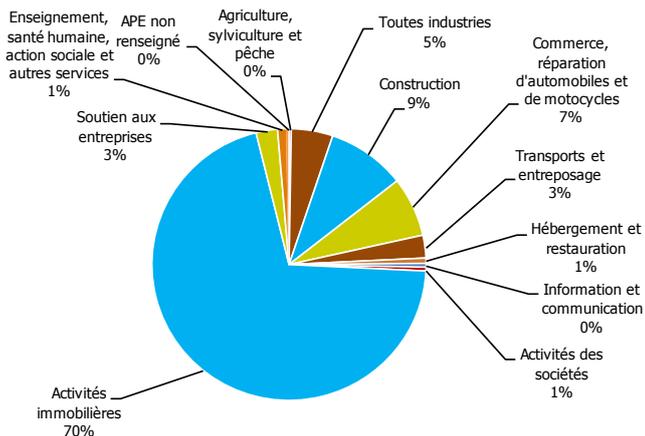
Les GE, PME et TPE représentent 19 % de l'encours de crédits mobilisés, pour un montant de 264 M€, en baisse de 7,8 % sur le trimestre et en hausse de 1,5 % sur l'année. Sur ce total, les PME renforcent leur présence ce trimestre (66 % des crédits mobilisés, contre 62 % au trimestre précédent), avec une hausse de leur encours de 3,2 % sur le trimestre et de 22,1 % sur l'année. A 87,9 M€, l'encours des TPE progresse également de 3 % sur le trimestre malgré une contraction de 7,2 % sur l'année. Les entreprises ayant des activités immobilières voient leur encours augmenter de 3,6 % sur le trimestre et de 6,6% sur l'année pour totaliser 1 093 M€.

LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

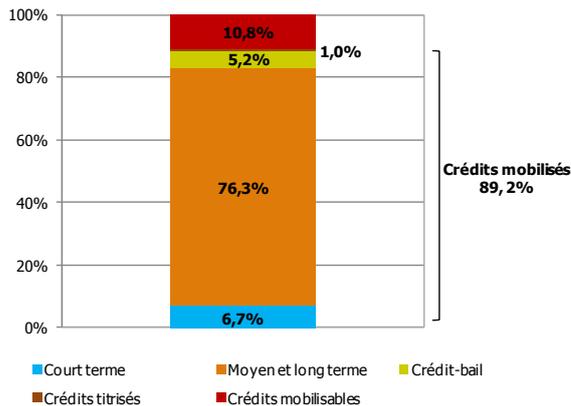
En millions d'euros	Crédits mobilisés			Crédits mobilisables			Crédits mobilisés et mobilisables		
	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Agriculture, sylviculture et pêche	3,9	0,3%	12,8%	0,3	25,2%	-23,8%	4,1	1,6%	9,4%
Toutes industries	60,3	29,6%	14,5%	16,7	14,3%	-12,1%	77,1	25,9%	7,4%
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>26,7</i>	<i>31,1%</i>	<i>30,2%</i>	<i>15,2</i>	<i>15,4%</i>	<i>-9,4%</i>	<i>41,9</i>	<i>24,9%</i>	<i>12,4%</i>
Construction	70,8	2,0%	5,4%	74,8	26,6%	22,1%	145,6	13,3%	13,4%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	84,7	-17,4%	-20,1%	26,7	23,0%	-0,7%	111,3	-10,3%	-16,2%
Transports et entreposage	40,3	7,4%	154,1%	2,2	-49,3%	-47,3%	42,5	1,5%	111,8%
Hébergement et restauration	9,6	30,6%	-3,9%	0,2	-57,5%	-67,7%	9,8	25,3%	-7,7%
Information et communication	6,6	-47,9%	-43,6%	0,4	3,5%	37,3%	7,0	-46,2%	-41,4%
Activités financières et d'assurance	6,5	-0,8%	-20,1%	0,6	45,4%	-8,6%	7,2	2,1%	-19,2%
Activités immobilières	1 065,5	3,9%	7,1%	39,5	-21,2%	-46,3%	1 105,1	2,7%	3,4%
Soutien aux entreprises	31,9	1,8%	-8,3%	7,9	11,0%	23,4%	39,8	3,5%	-3,3%
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	16,6	0,9%	62,3%	0,3	-5,3%	-65,1%	16,9	0,7%	52,3%
APE non renseigné	3,8	17,4%	32,6%	0,3	-28,7%	-28,7%	4,2	11,7%	31,8%
Total	1 400,6	2,7%	6,3%	170,1	6,7%	-12,6%	1 570,6	3,1%	3,8%

¹ Les données de mars 2013 d'un établissement de crédit de la place ont été reportées à fin juin 2013.

Répartition des crédits par secteur d'activité

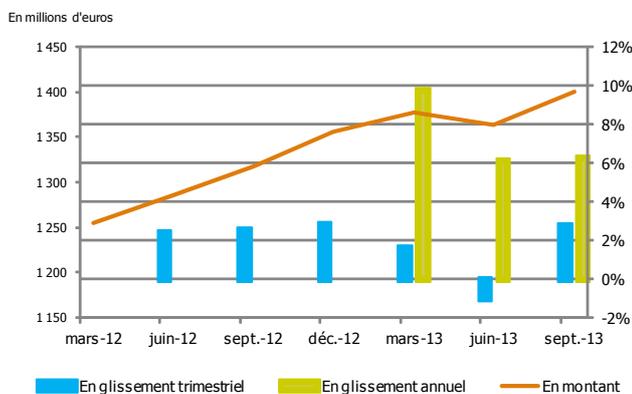


Répartition des crédits par terme

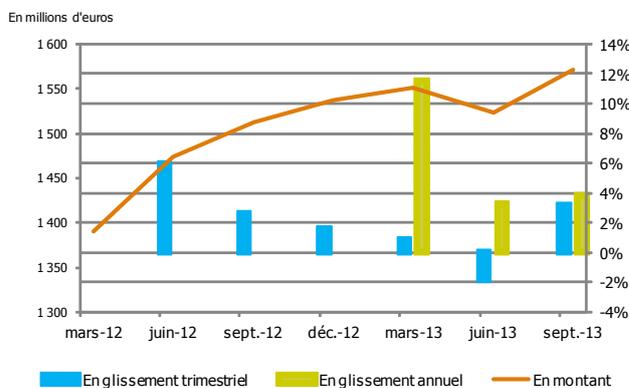


Évolution des crédits mobilisés et des crédits totaux

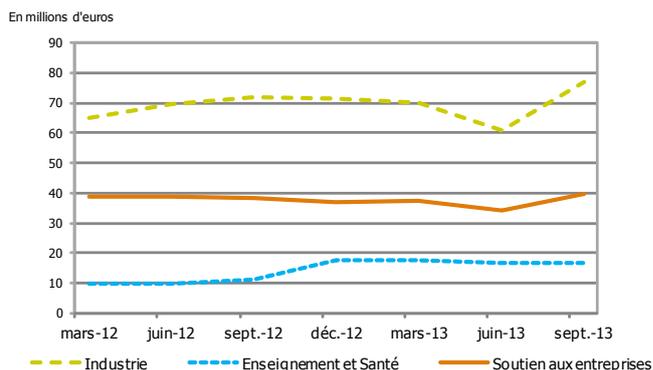
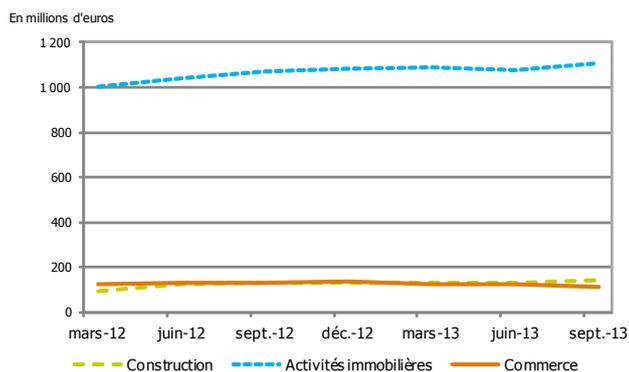
Evolution des crédits mobilisés



Evolution des crédits totaux



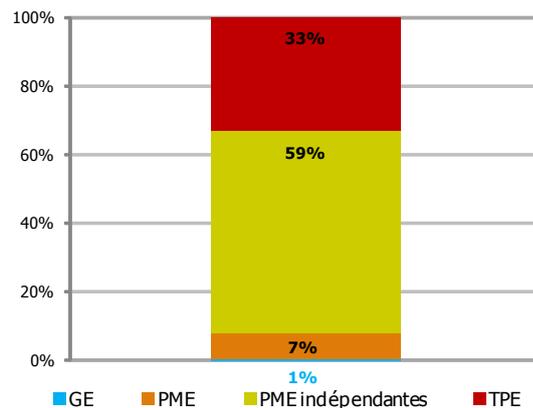
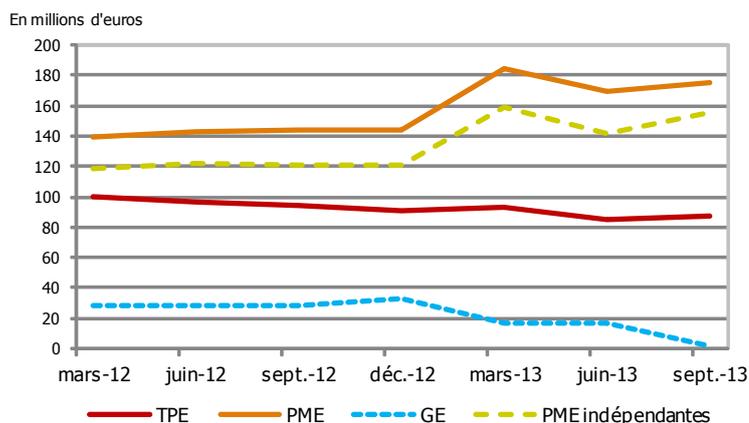
Évolution des crédits totaux dans les principaux secteurs d'activité



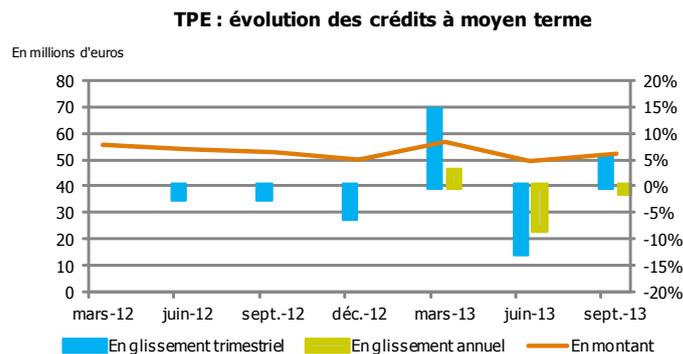
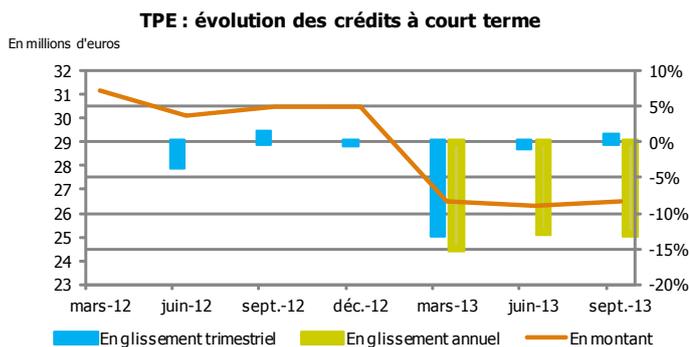
LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR TAILLE D'ENTREPRISES

En millions d'euros	Nombre d'entreprises au 30/09/13	sept.-09	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Crédits CT			0,0	0,0	4,5	1,3	1,5	1,4	-5,9%	x 38
Crédits MLT			11,1	12,1	12,2	0,2	0,1	0,0	-100,0%	-100,0%
Crédit bail			17,1	16,5	16,0	15,4	15,4	0,0	-99,8%	-99,8%
Divers			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Total GE	1		28,2	28,7	32,7	16,9	17,1	1,5	-91,5%	-94,9%
Crédits CT			50,0	52,0	58,8	62,7	54,1	52,8	-2,4%	1,4%
<i>dont PME indépendantes</i>			38,7	39,2	40,8	45,0	38,6	42,2	9,3%	7,8%
Crédits MLT			82,5	80,9	74,7	111,3	104,5	111,6	6,8%	37,9%
<i>dont PME indépendantes</i>			75,0	73,9	72,6	105,8	95,1	105,4	10,8%	42,6%
Crédit bail			8,2	8,0	7,8	8,4	8,6	8,3	-2,7%	4,1%
<i>dont PME indépendantes</i>			8,1	7,8	7,7	8,3	8,4	8,2	-2,6%	4,8%
Divers			2,6	2,4	2,3	2,6	2,5	2,4	-4,9%	-1,7%
Total PME	200		143,2	143,4	143,6	185,0	169,7	175,1	3,2%	22,1%
<i>dont PME indépendantes</i>	184		121,8	120,9	121,1	159,1	142,2	155,8	9,3%	28,3%
Crédits CT			30,1	30,5	30,5	26,5	26,3	26,5	0,8%	-12,9%
Crédits MLT			54,2	52,9	49,8	56,9	49,7	52,3	5,3%	-1,0%
Crédit bail			9,0	8,4	8,0	8,1	7,6	7,6	-1,1%	-9,8%
Divers			3,3	2,9	2,7	1,7	1,6	1,5	-11,1%	-50,0%
Total TPE	703		96,6	94,7	91,0	93,3	85,3	87,9	3,0%	-7,2%
Holding et administrations d'entreprises	16		8,9	8,9	6,9	6,5	5,6	5,6	-0,8%	-37,1%
Activités immobilières	622		997,8	1 025,1	1 046,7	1 054,2	1 055,1	1 092,8	3,6%	6,6%
Divers	168		10,1	17,2	34,7	21,3	30,5	37,7	23,5%	119,4%
TOTAL crédits mobilisés	1 710		1 284,9	1 317,9	1 355,6	1 377,2	1 363,3	1 400,6	2,7%	6,3%
Total crédits CT			102,2	104,9	120,2	114,4	107,9	105,1	-2,6%	0,2%
Total crédits MLT			1 076,8	1 109,8	1 128,8	1 154,8	1 152,3	1 197,6	3,9%	7,9%
Total crédit bail			85,8	84,0	87,8	90,2	86,0	82,3	-4,4%	-2,0%
Total crédits titrisés			20,1	19,2	18,7	17,7	17,2	15,6	-9,3%	-19,1%
TOTAL crédits mobilisables			189,2	194,5	181,7	173,6	159,4	170,1	6,7%	-12,6%
TOTAL	1 710		1 474,1	1 512,4	1 537,2	1 550,8	1 522,7	1 570,6	3,1%	3,8%

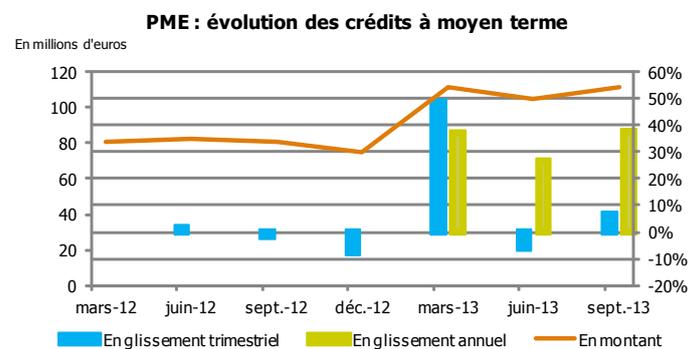
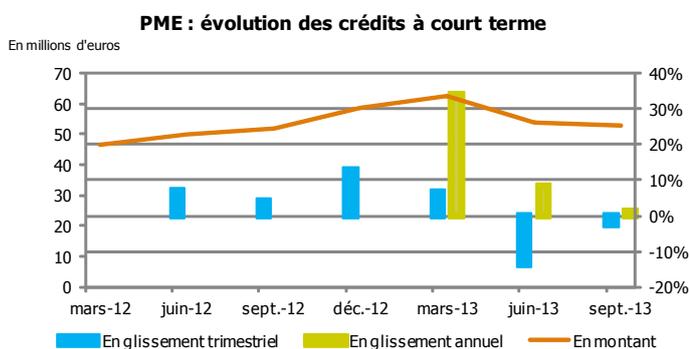
Évolution et répartition des crédits mobilisés par taille d'entreprises



Évolution des crédits mobilisés des TPE par terme



Évolution des crédits mobilisés des PME par terme



MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées sont établies à partir des déclarations des établissements de crédit au Service central des Risques (SCR) de la Banque de France, dès lors que les concours accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer ou les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin dépassent le seuil de 25 000 euros. Les déclarations portent sur les crédits mobilisés (comprenant les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés) et les crédits mobilisables (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage). Concernant les entrepreneurs individuels, seuls les encours professionnels sont déclarés.

Les entreprises sont classées en plusieurs catégories (classification figée sur un an) en combinant plusieurs critères :

- les **Grandes entreprises** (GE) : sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95^e centile), ou dont le maximum de l'encours de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les **Petites et moyennes entreprises** (PME) : sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros ;
- les **Très petites entreprises** (TPE) : sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Par ailleurs, des regroupements spécifiques sont effectués pour isoler les holdings et les entreprises du secteur « activités immobilières ».